



Etablissement public à caractère administratif  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Code T.V.A. de l'IGN : FR 18.180.067.019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN, nommé par décret du  
3 janvier 2025 (JO du 4 janvier 2025)

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché à procédure adaptée passé en application de l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la  
commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019

GBM 26040

### **Prestations d'hébergement du séminaire de l'inventaire forestier**

Service responsable de la passation du marché :  
Secrétariat Général  
Service des Achats et des Marchés  
Département des marchés  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé CEDEX

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 3 – DUREE .....	3
ARTICLE 4 – ESTIMATION DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
ARTICLE 6 – CONTEXTE ET PRESTATIONS ATTENDUES .....	4
ARTICLE 7 – CONDITIONS D’EXECUTION ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES.....	7
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE .....	8
ARTICLE 9 – PRIX .....	9
ARTICLE 10 – FACTURATION .....	10
ARTICLE 11 – MODALITES DE PAIEMENT .....	11
ARTICLE 12 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 13 - PENALITES.....	12
ARTICLE 14 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	12
ARTICLE 15 – AVANCE .....	13
ARTICLE 16 – RETENUE DE GARANTIE.....	13
ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTRE PERSONNEEL .....	13
ARTICLE 17 – RESILIATION .....	15
ARTICLE 18 – LITIGES .....	15
ARTICLE 19 – LANGUE DU MARCHÉ .....	15
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS .....	15

## ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'hébergement du séminaire de l'inventaire forestier, du lundi 2 novembre 2026 à 15h00 au jeudi 5 novembre 2026 à 14h00 (semaine 45) et de la réunion de préparation du séminaire du lundi 21 septembre 2026 à 15h00 au jeudi 24 septembre 2026 à 10h00 (semaine 39).

## ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

Il s'agit d'une consultation passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti.

La notification du marché vaut commande des prestations.

## ARTICLE 3 – DUREE

Le présent marché est conclu à compter de sa notification et s'achève à l'admission des prestations.

Une réunion de préparation sera organisée sur le lieu de la prestation environ un mois avant la prestation.

## ARTICLE 4 – ESTIMATION DU MARCHÉ

A titre indicatif et non contractuel, le marché relatif au séminaire 2025 était d'environ 35 000 € HT.

Dans le cadre du présent marché, un prix plafond de 400 € HT est fixé pour les personnes présentes sur l'ensemble des quatre jours, du lundi 15h00 au jeudi 14h00.

## ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe prix,
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) n° GBM 26040 et son annexe « exemple de programme prévisionnel » dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'IGN fait seul foi,
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services)
4. le mémoire technique du candidat.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## ARTICLE 6 – CONTEXTE ET PRESTATIONS ATTENDUES

### 6.1 - DESCRIPTIF SYNTHETIQUE

Le Service de l'information forestière (dénommé SIF) - Direction des données, des cartes et des territoires de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) souhaite organiser du 2 au 5 novembre 2026 (semaine 45), un séminaire résidentiel de quatre jours (du lundi après-midi au jeudi midi) dans un département du centre de la France et recherche un prestataire apte à lui proposer une offre complète d'hébergement, de restauration et la mise à disposition des salles prévues à cette occasion (réunions et plénière). Le séminaire sera précédé d'une réunion préparatoire sur les lieux du séminaire du 21 septembre 2026 au 24 septembre 2026 (semaine 39).

Le nombre de participants sera :

- Semaine de préparation (semaine 39) : **16 personnes permanentes** sur quatre jours (plus ou moins 2 personnes) du lundi 21 septembre 2026 à 15h00 au jeudi 24 septembre 2026 à 10h00.
- Séminaire (semaine 45) : **85 personnes permanentes** (plus ou moins 2 personnes) du lundi 2 novembre à 15h00 au jeudi 5 novembre à 14h00 et **10 personnes non permanentes** pour les déjeuners ou diners (plus ou moins 5 personnes).

### 6.2 - SPECIFICATION DES PRESTATIONS ATTENDUES

#### LOCALISATION ET CARACTERISTIQUES DU SITE ET DES INFRASTRUCTURES.

Le séminaire se déroulera dans un département **du centre de la France** (Loiret, Cher, Loir et Cher...). Le mémoire descriptif du prestataire donnera toutes les informations nécessaires pour apprécier les éléments non financiers spécifiés ci-dessous :

#### 1. Accessibilité

Le lieu doit être facile d'accès par route et éventuellement assez proche d'une sortie d'autoroute pour optimiser les temps de trajet à partir des différentes unités territoriales de l'IGN (Aix, Bordeaux, Caen, Nancy, Lyon, St Mandé) et depuis Nogent-sur-Vernisson, siège du SIF.

#### 2. Appréciation de l'environnement et des services annexes :

Un site se prêtant à la réalisation d'exercices en forêt (proximité de massifs) en lien avec l'activité du SIF et également agréable pour la détente des participants est souhaité. Le prestataire mettra en valeur les caractéristiques permettant de déterminer :

- le calme des lieux (intérieur/extérieur),

- la présence significative d'un environnement forestier pour permettre aux participants (agents forestiers) de mettre en place des exercices pratiques en lien avec leur activité professionnelle dans les environs, si possible sans usage d'un véhicule,
- la présence d'installations sportives, éventuellement de détente (terrains de sport, circuits de promenade...) et leurs conditions de mise à disposition,
- la présence d'un service de bar pour la fourniture de boissons non alcoolisées et alcoolisées à charge des participants, et les conditions d'accès (ouverture avant et après le dîner).

### 3. Appréciation des locaux

#### a. **Points particuliers relatifs aux locaux de restauration**

Déjeuners et dîners : disposition adaptable à l'effectif envisagé, permettant aux repas de se dérouler dans de bonnes conditions de confort auditif et d'assise dans une ambiance agréable (lieu privatif ou non). Le descriptif du prestataire donnera tous les détails nécessaires à cet égard.

Liaison WIFI à haut débit : le site doit permettre au moins en un point public, l'accès au WIFI haut débit.

#### b. **Salles de réunion (voir annexe 1)**

Toutes les salles de réunion en sous-commission (capacité de 10 à 20 personnes) devront :

- comporter le matériel usuel de vidéo projection et écrans,
- pouvoir se prêter à diverses configurations de travail, selon les desiderata exprimés par l'IGN après attribution du marché.

La salle de réunion plénière disposera :

- des moyens de projection et de sonorisation,
- de bonnes conditions de confort d'écoute et d'assise.

Le mémoire technique inclura la désignation des salles et la mention de leurs capacités d'accueil.

---

## SUIVI DU GROUPE ET COORDINATION

### Mémoire descriptif :

Le prestataire mettra en avant son expérience et ses références en matière d'accueil de groupes professionnels. Il indiquera ses engagements en termes de coordination de l'événement (interlocuteur disponible, désigné, affecté au groupe).

Il précisera les modalités de fonctionnement prévues à l'occasion :

- de l'accueil initial,
- du suivi du déroulement du programme (mise à disposition des salles au moment opportun).

Le prestataire indiquera également les possibilités proposées en termes de marquage, signalisation et de fléchage des réunions.

---

## SPECIFICATION DE LA PRESTATION D'HEBERGEMENT

L'hébergement se fera en chambres « Single » pour l'effectif indiqué.

Le prestataire pourra proposer une formule de type appartements avec chambres distinctes et salle de bain partagée.

La distance séparant les différents lieux (salles, chambres, restaurant, ...) ne doit pas excéder dix minutes à pied. Le mémoire descriptif du prestataire précisera ces éléments.

Le prestataire indiquera dans son offre les dates et règles de confirmation de la « rooming list ».

---

## RESTAURATION

La qualité de la prestation devra être celle d'une restauration collective moderne de bon niveau (équilibre des menus, variété et qualité des mets), en cohérence avec le niveau de la prestation d'hôtellerie. Le service devra s'effectuer dans des conditions de rapidité compatibles avec le bon déroulement du séminaire notamment pour le déjeuner qui ne devra pas excéder une heure.

Le mémoire descriptif donnera tous les éléments permettant au SIF de fonder son appréciation qualitative sur ces items :

- qualité des menus types proposés (déjeuner assis en buffet, dîner assis),
- composition des collations à l'occasion des pauses (1 collation en matinée et 1 collation l'après-midi),
- moyens mis en œuvre pour garantir la rapidité de service notamment pour les déjeuners qui interviennent entre des phases de réunion ou d'exercices sur le terrain.

Le prestataire indiquera sa capacité d'adaptation aux contraintes alimentaires (prescription médicales, religieuses...).

Le choix définitif des menus, parmi les formules types proposées, se fera en concertation avec le prestataire, après attribution du marché.

Le prestataire indiquera dans son offre les dates et règles de confirmation proposées pour la fixation du nombre de couverts /repas dans le décompte final.

Le prestataire indiquera dans son offre les règles de confirmation de l'effectif final (effectif organisateurs, permanent et non permanent) en cas de variation par rapport à l'effectif proposé et leurs incidences financières dans le décompte final.

Le prestataire devra au minimum proposer dans son offre, le café pour le déjeuner et un plateau de fromages et du vin pour le dîner.

---

## 6.3 - COTATION DES PRESTATIONS

---

### SALLES DE REUNION (voir annexe « exemple de programme prévisionnel »)

La cotation des mises à dispositions des différents locaux (salles de réunion et salle de détente) sera conforme aux besoins ressortant du présent CCP et de son annexe.

## HEBERGEMENT ET RESTAURATION

Le prestataire indiquera à l'annexe « prix » les montants pour :

- Semaine de préparation (semaine 39) : **16 personnes permanentes** du lundi 21 septembre 2026 à 15h00 au jeudi 24 septembre 2026 à 10h00.
- Séminaire (semaine 45): (voir annexe 1)
  - **85 personnes permanentes** du lundi 2 novembre à 15h00 au jeudi 5 novembre à 14h00
  - **10 personnes non permanentes** sur 1 journée comprenant pour 1 personne : 1 déjeuner et 1 dîner.

Le prestataire détaillera les montants globaux et les prix unitaires ressortant de l'effectif de référence indiqué pour les différents items : nuitées, déjeuners, dîners, collations. Le prestataire pourra également fournir des prix sous forme de pension complète (dîner, nuitée, petit-déjeuner et déjeuner) ou demi-pension (nuitée, petit-déjeuner et déjeuner ou dîner).

## ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

Le titulaire exécute les prestations dans une démarche de réduction de l'impact environnemental du séminaire. Les obligations ci-dessous constituent des conditions d'exécution du marché. Elles sont réputées incluses dans les prix du titulaire.

### 7.1 – RESTAURATION RESPONSABLE

Le titulaire s'engage à :

- proposer, pour chaque repas, une alternative végétarienne équilibrée ;
- privilégier les produits de saison ;
- limiter les produits fortement transformés et les emballages individuels ;
- adapter les quantités servies aux effectifs confirmés afin de limiter le gaspillage alimentaire.

### 7.2 – REDUCTION DES DECHETS ET DES PLASTIQUES A USAGE UNIQUE

Le titulaire s'engage à :

- ne pas utiliser de bouteilles d'eau individuelles en plastique lorsque l'eau potable peut être servie en carafe, fontaine ou contenant réutilisable ;
- éviter la vaisselle, les gobelets, les couverts et les contenants jetables, sauf contrainte sanitaire ou technique justifiée ;
- mettre en place un tri des déchets visible et accessible dans les espaces de restauration et de

réunion ;

- informer les participants des dispositifs de tri mis en place.

### 7.3 – SOBRIETE ENERGETIQUE ET GESTION DES RESSOURCES

Le titulaire précise les mesures mises en œuvre pour limiter les consommations d'eau et d'énergie liées à l'hébergement, aux salles et à la restauration : gestion du chauffage, de la climatisation, de l'éclairage, du linge, des serviettes, des produits d'entretien et des consommables.

### 7.4 – MOBILITE ET ACCESSIBILITE DU SITE

Le titulaire fournit une information claire sur les modes d'accès au site : accès routier, accès en transport collectif, distance aux gares, possibilités de navette, covoiturage, stationnement, bornes de recharge le cas échéant.

Lorsque des exercices extérieurs sont prévus, le titulaire privilégie les solutions permettant de limiter les déplacements motorisés entre le site d'hébergement, les salles et les lieux d'activité.

### 7.5 – ENGAGEMENTS SOCIAUX ET ETHIQUES

Le titulaire garantit le respect des obligations applicables en matière de droit du travail, de lutte contre le travail dissimulé, de santé et sécurité au travail, et d'égalité de traitement. Il veille à ce que les éventuels sous-traitants respectent les mêmes obligations.

## ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du titulaire, du sous-traitant et de l'IGN. Cet acte doit reprendre tous les renseignements mentionnés ci-dessous :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN) ;



- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché public ;
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements à l'IGN peut être effectuée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception.

La présentation des renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Toutefois, le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la déclaration de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire du marché a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

## ARTICLE 9 – PRIX

### 9.1 PRINCIPES GENERAUX

La monnaie de référence est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation décrite au présent CCP. Le devis devra prendre en compte la taxe de séjour.

### 9.2 PRIX INITIAL

Le marché est passé à prix forfaitaire pour chacune des différentes prestations et pour un nombre de participants prédéfinis (cf. §6.3).

Les prix forfaitaires figurent à l'annexe à l'acte d'engagement « proposition financière » complétée par le candidat.

Le candidat certifie que les prix stipulés à l'annexe à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué auprès de l'ensemble de sa clientèle et que ce barème a été établi conformément aux textes légaux et réglementaires en vigueur.

### 9.3 PRIX FINAL

Le prix global est calculé en fonction de la participation effective au séminaire en appliquant les tarifs forfaitaires mentionnés par le candidat.

Le prix de règlement final à payer sera donc calculé à la fin de la prestation. Le calcul sera explicite et fourni par le prestataire sur la différence entre prix initial et prix final.

Le règlement du solde tiendra compte, le cas échéant, du remboursement de l'avance versée au titulaire dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCP.

## ARTICLE 10 – FACTURATION

### 10.1 - PRINCIPES GENERAUX

Les factures sont émises à chaque commande.

Le titulaire adresse les factures de ses prestations lorsque l'admission (ou service fait) est prononcée.

Le versement de l'avance prévue à l'article 15 du présent CCP ne constitue pas une facturation de prestations exécutées et ne vaut ni acompte, ni arrhes, ni dépôt de garantie.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

### 10.2 – CALENDRIER DE FACTURATION

Aucune facture de prestations ne pourra être émise à la notification du marché.

Le titulaire pourra, le cas échéant, bénéficier du versement de l'avance prévue à l'article 15 du présent CCP.

La facture de solde sera émise après admission des prestations par l'IGN. Elle fera apparaître le montant total des prestations exécutées, les éventuelles réfections ou pénalités, ainsi que le remboursement de l'avance par imputation sur les sommes dues au titulaire.

### 10.3 – MODALITE DE TRANSMISSION DES FACTURES

#### 10.3.1 – DEPOT DE LA FACTURE SUR CHORUS PRO

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : [service.facturier@ign.fr](mailto:service.facturier@ign.fr)).

## ARTICLE 11 – MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues s'effectue après service fait, suivant les règles de la comptabilité publique par virement administratif dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de l'admission des fournitures si elle intervient ultérieurement.

Par dérogation au principe du paiement après service fait, une avance peut être versée au titulaire dans les conditions prévues à l'article 15 du présent CCP et aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros par l'article D2192-35 du code de la commande publique.

## ARTICLE 12 - VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

La prestation fera l'objet d'une admission de la part de l'IGN dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision

d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

#### ARTICLE 13 - PENALITES

Les pénalités sont appliquées après constat du manquement par l'IGN et après que le titulaire a été mis en mesure de présenter ses observations, sauf urgence ou impossibilité liée au déroulement du séminaire.

Manquement	Pénalité
Hébergement non conforme aux caractéristiques acceptées dans l'offre	100 € HT par chambre et par nuit concernée, sans préjudice de la prise en charge d'une solution de remplacement
Salle prévue indisponible ou non équipée conformément au programme confirmé	500 € HT par demi-journée concernée
Retard de service de restauration supérieur à 30 minutes imputable au titulaire	350 € HT par service concerné
Absence d'alternative végétarienne prévue ou validée	150 € HT par repas concerné
Non-prise en compte d'un régime alimentaire confirmé dans les délais	50 € HT par participant concerné
Utilisation de bouteilles plastiques individuelles ou vaisselle jetable contrairement au CCP, sauf justification acceptée par l'IGN	100 € HT par constat
Absence de dispositif de tri annoncé dans l'offre	150 € HT par jour de séminaire concerné

Le montant cumulé des pénalités ne peut excéder 10 % du montant HT du marché, sauf faute grave, abandon de prestation ou manquement rendant impossible la tenue normale du séminaire. Lorsqu'une prestation est exécutée de manière imparfaite mais acceptée par l'IGN, une réfaction proportionnée peut être appliquée sur le prix de la prestation concernée. Cette réfaction est distincte des pénalités et tient compte de la gravité de la non-conformité.

#### ARTICLE 14 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques, financières ou commerciales qu'il aurait été amené à connaître concernant l'IGN, ainsi que les produits, les moyens et les projets de ce dernier.

Toute divulgation de renseignements de cette nature doit faire l'objet d'un accord exprès préalable de l'IGN.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées y compris auprès de son propre personnel pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Toutefois, ne peuvent être considérés comme confidentiels les renseignements relevant du domaine public ou obtenus par le titulaire soit auprès de tiers autorisés à les divulguer, soit du fait de ses propres études.

Tous les documents reçus avant la notification du marché ou communiqués pendant la période d'exécution et transmis au titulaire à titre confidentiel, ne peuvent sans autorisation préalable de l'IGN être transmis à d'autres personnes.

## ARTICLE 15 – AVANCE

Le marché ouvre droit au versement d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à **30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché**, sous réserve de l'application d'un taux minimal réglementaire plus favorable au titulaire ou au sous-traitant admis au paiement direct.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal réglementaire applicable est mis en œuvre si celui-ci est supérieur au taux prévu ci-dessus.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée et donne lieu à paiement direct, le montant servant de base au calcul de l'avance versée au titulaire est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu à paiement direct.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Ce refus est indiqué dans l'acte d'engagement.

L'avance est versée après notification du marché, sous réserve de la production des pièces nécessaires à son paiement.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire, dans les conditions prévues par le code de la commande publique. Compte tenu des modalités d'exécution du présent marché, le remboursement de l'avance sera effectué par imputation sur la facture de solde, sauf si les sommes restant dues sont insuffisantes. Dans ce dernier cas, le titulaire rembourse le solde de l'avance non imputé.

## ARTICLE 16 – RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

## ARTICLE 17 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTRE PERSONNEEL

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible de traiter des données à caractère personnel transmises par l'IGN ou collectées pour les seuls besoins de l'organisation de la réunion préparatoire et du séminaire.

Ces traitements sont réalisés conformément au règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016, dit règlement général sur la protection des données — RGPD —, à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'aux stipulations du CCAG-FCS relatives à la protection des données à caractère personnel.

L'IGN agit en qualité de responsable de traitement. Le titulaire agit en qualité de sous-traitant pour les traitements réalisés pour le compte de l'IGN.

Les traitements confiés au titulaire ont pour seules finalités :

- l'organisation de l'hébergement des participants ;
- la gestion de la rooming list ;
- l'organisation des repas, pauses et prestations de restauration ;
- la prise en compte des contraintes alimentaires ou besoins particuliers strictement nécessaires au bon déroulement du séminaire ;
- la coordination logistique de l'événement.

Les données susceptibles d'être traitées sont limitées aux informations strictement nécessaires à ces finalités.

Les contraintes alimentaires ou besoins particuliers doivent être traités de manière strictement nécessaire, proportionnée et, autant que possible, sous une forme neutre. Le titulaire ne doit pas demander ni conserver la justification médicale, religieuse ou personnelle de ces contraintes, sauf instruction écrite expresse de l'IGN.

Le titulaire s'engage à :

1. ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée de l'IGN et uniquement pour les besoins de l'exécution du marché ;
2. ne pas utiliser les données à d'autres fins, notamment commerciales, statistiques, de prospection ou de constitution de fichiers clients ;
3. limiter l'accès aux données aux seules personnes habilitées, placées sous son autorité, et ayant besoin d'en connaître pour l'exécution des prestations ;
4. garantir la confidentialité des données traitées, y compris après la fin du marché ;
5. mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin d'assurer la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données, notamment contre la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé ;
6. ne communiquer les données à aucun tiers, sauf nécessité strictement liée à l'exécution du marché et sous réserve que ce tiers présente des garanties équivalentes en matière de protection des données ;
7. informer préalablement l'IGN de tout sous-traitant ultérieur susceptible d'accéder aux données personnelles, sans préjudice des règles de sous-traitance prévues au présent CCP ;
8. assister l'IGN, dans la mesure du possible, pour répondre aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées ;
9. informer l'IGN sans délai, et au plus tard dans un délai de quarante-huit heures, de toute violation de données à caractère personnel dont il aurait connaissance ;
10. restituer ou supprimer, au choix de l'IGN, l'ensemble des données personnelles traitées pour son compte à l'issue de l'exécution des prestations, et au plus tard dans un délai de trois mois suivant l'admission des prestations, sauf obligation légale contraire.

Le titulaire tient à la disposition de l'IGN toute information utile permettant de démontrer le respect des obligations prévues au présent article.

En cas de manquement grave ou répété du titulaire à ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, l'IGN pourra mettre en œuvre les sanctions contractuelles prévues au présent marché, sans préjudice de toute action ou recours prévu par les textes applicables.

## ARTICLE 17 – RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent en cas de résiliation du marché.

L'IGN peut ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG-FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39.

L'IGN peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG-FCS.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'IGN se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales contre le titulaire.

## ARTICLE 18 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Paris.

La loi française est seule applicable au présent marché.

## ARTICLE 19 – LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français.

## ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG-FCS, par l'article 13 relatif aux pénalités.

En cas de dispositions contradictoires, les clauses de ce CCP prévalent sur celles du CCAG-FCS.

**En P.J. : Annexe à ce CCP : « exemple de programme prévisionnel »**